



# Analyse

FAPEO 06/2024

**Les cantines scolaires,  
on en fait tout un plat?**

Nicolas Duvivier

**FAPEO**

Fédération des Parents et des Associations  
de Parents de l'Enseignement Officiel

 Culture

 FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

FAPEO ASBL - Rue de Bourgogne, 48, 1190 Bruxelles  
Tel. : 02/527.25.75 E-mail : [secretariat@fapeo.be](mailto:secretariat@fapeo.be)

## L'analyse en un coup d'œil :

### Mots-clés :

Alimentation ; cantines ; collectivité ; convivialité ; écologie ; éducation ; environnement ; extrascolaire ; goût ; gratuité ; infrastructures ; justice sociale ; promotion de la santé à l'école

Les cantines scolaires, on en reparle ? Encore ? Nous avons déjà évoqué le sujet en 2013 et en 2018. En général, il est plus ou moins réparti en quatre thématiques clés : la santé, les infrastructures, le prix et le goût. Essayons toutefois de l'aborder sous un nouvel angle, et plus particulièrement en regard des initiatives ayant eu lieu durant la dernière législature, mais aussi de son inscription dans un contexte plus large, celui des changements profonds à l'œuvre dans notre société.

Dans cette analyse, nous traiterons de la question sanitaire principalement au travers du prisme de la promotion de la santé à l'école (PSE), ce qui nous permettra d'introduire la discussion sur le décret du 19 octobre 2023 relatif à la gratuité des cantines dans les écoles fondamentales en enseignement différencié, puisqu'un volet non négligeable dudit décret s'intéresse à ces aspects.

Ensuite, nous ferons un petit tour en cuisine et au réfectoire, pour déterminer quels sont les enjeux structurels et logistiques sous-jacents à la question principale. Nous évoquerons les difficultés rencontrées sur le terrain mais aussi un exemple de réussite assez exemplaire en matière de gestion de la cantine scolaire (et de ses à-côtés).

Vient alors la question du prix sur laquelle nous nous pencherons plus amplement. Dans un premier temps, nous prendrons un peu de hauteur pour replacer le contexte dans le temps long. Ensuite, nous interrogerons le décret évoqué ci-avant et son éventuel développement structurel sous une forme qui fait son petit bonhomme de chemin dans les secteurs concernés : il s'agit du déploiement de la sécurité sociale alimentaire.

Enfin, on ne saurait réduire les cantines à leurs dimension techniques, c'est pourquoi nous rappellerons à quel point le goût à un rôle à jouer dans cette histoire. Au travers des recommandations du chef Jamie Oliver, ou de celles – plus récentes – du docteur Jean Michel Lecerf, nous ferons le point sur cet aspect parfois un peu négligé dans ce type d'analyse.

Et ? Finalement ? Qu'est-ce que ça donne ? Peut-être tout simplement un rappel au fait que les sujets les plus basiques sont parfois d'une grande complexité. Mais est-ce pour autant un problème ? Contre toute attente, la réponse est non, c'est même plutôt une opportunité que nous pouvons saisir collectivement. On vous explique pourquoi dans le texte qui suit.

*Pour des raisons d'ergonomie de lecture, cette production n'est pas rédigée en écriture inclusive et suit la forme du genre neutre, mais elle s'adresse néanmoins indistinctement aux femmes, hommes, personnes non binaires, gender fluid ou de quelque identité de genre que ce soit.*

## Table des matières

Un sujet essentiel sur lequel nous revenons périodiquement.....	3
Alimentation, santé et éducation.....	4
La PSE et l’ErE : un même combat .....	4
Le décret du 19 octobre 2023.....	5
Infrastructure et convivialité.....	6
Des soucis ça et là... ..	6
Et des réussites exemplaires.....	7
Justice fiscale et sécurité sociale alimentaire .....	8
Généalogie de la situation .....	8
La question de la gratuité... ..	9
La Sécurité Sociale Alimentaire (SSA) .....	10
Retour vers le futur, Jamie Oliver et les parents.....	11
Il était une fois l’Angleterre .....	11
Culture et génétique.....	12
S’alimenter, une fonction « primaire » soumise à beaucoup de facteurs .....	13
Apprendre la complexité, un jeu d’enfant ?.....	13
Se mettre à table pour construire l’avenir .....	14
Références.....	15

## Un sujet essentiel sur lequel nous revenons périodiquement

Encore une analyse sur les cantines scolaires ? En effet, après celle de Sarah Goffin en 2013 qui faisait un petit tour de la question (*Du monde à la cantine ?*<sup>1</sup>) et celle de Christopher Jaumouille en 2018 (*Les cantines scolaires de la ville de Liège...?*<sup>2</sup>) qui explorait plus spécifiquement le sujet des cantines durables, que rajouter aux constats qui ont été faits alors ? Les lignes ont-elles bougé, et si oui, dans quel sens ? On le verra dans cette analyse, il semblerait que le bilan actuel soit plutôt mi-figue, mi-raisin.

Côté pile, on pourra observer le remarquable effort du gouvernement sortant pour proposer des repas gratuits et sains depuis 2018 pour les élèves les plus défavorisés<sup>3</sup>. La promulgation du *décret du 19 octobre 2023 relatif au financement de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française*<sup>4</sup> est, selon l'analyse de la Ligue des Familles datant d'octobre 2023, « un premier pas utile, mais un projet précaire<sup>5</sup> » qui présente certaines limites que nous décortiquerons un peu plus loin. La toute première d'entre elle étant que les écoles éligibles à ce programme<sup>6</sup> n'en ont pas bénéficié automatiquement mais ont dû en faire la demande.

Côté face, la *DH Les Sports* du 3 septembre 2024 a consacré une double page à ce sujet. Les chapeaux des articles y sont éloquentes : « *Ecole. Certains parents s'indignent de hausses des prix des repas chauds parfois proches des 30% en seulement deux ans*<sup>7</sup> », « *L'inflation dans le secteur de l'alimentation a aggravé la précarité alimentaire chez les enfants*<sup>8</sup> » et encore « *Si les enfants de 429 écoles bénéficieront de la gratuité des repas cette année, une extension à toutes les écoles est improbable*<sup>9</sup> ». Et nous n'avons abordé ici que la partie émergée de l'iceberg, car la question de l'alimentation scolaire ne s'arrête bien évidemment pas à son coût.

---

<sup>1</sup> GOFFIN S., *Du monde à la cantine ?*, analyse publiée sur le site Internet de la FAPEO, novembre 2013 – <https://www.fapeo.be/du-monde-cantine/>

<sup>2</sup> JAUMOUILLE C., *Les cantines scolaires de la Ville de Liège : Cantine durable, c'est possible ?*, analyse publiée sur le site Internet de la FAPEO, décembre 2018 – <https://www.fapeo.be/analyse-2018-cantines-scolaires/>

<sup>3</sup> LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'EDUCATION PERMANENTE, *Cantines scolaires : renforcement du dispositif de cantine gratuite dans les écoles francophones défavorisées*, site Internet de La Ligue, 19 octobre 2023 – <https://ligue-enseignement.be/education-enseignement/articles/breves/cantines-scolaires-renforcement-du-dispositif-de-cantine-gratuite-dans-les-ecoles-francophones-defavorisees>

<sup>4</sup> MONITEUR BELGE, *Décret relatif au financement de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française*, site Internet du SPF Justice, 19 octobre 2023 – [https://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/article\\_body.pl?language=fr&caller=summary&pub\\_date=23-11-29&numac=2023046978](https://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/article_body.pl?language=fr&caller=summary&pub_date=23-11-29&numac=2023046978)

<sup>5</sup> GEVERS M., *Repas gratuits, sains et durables à l'école*, Ligue des familles, production du service Etudes et Action politique, octobre 2023 – <https://liguedesfamilles.be/storage/28592/20231018-Analyse---projet-de-d%C3%A9cret-cantines-scolaires-gratuites.pdf>

<sup>6</sup> On parle ici des écoles à encadrement différencié, soit celles qui sont comprises dans un indice socio-économique allant de 1 à 5 (sur une échelle globale de 1 à 20).

<sup>7</sup> NATELHOFF Y., *9,5 € le repas à l'école : « Presque comme au resto ! »*, DH – LES SPORTS, 3 septembre 2024, pages 2 et 3

<sup>8</sup> JIMENEZ L., *De plus en plus d'enfants sont privés de repas*, DH – LES SPORTS, 3 septembre 2024, page 2

<sup>9</sup> NATELHOFF Y., *Gratuité des cantines : ce n'est pas pour maintenant*, DH – LES SPORTS, 3 septembre 2024, page 3

## Alimentation, santé et éducation

Pour résumer ce qui a été déjà dit par ailleurs, on peut brosser un portrait de l'alimentation collective en la définissant au travers de quatre dimensions essentielles. La première et sans doute la plus évidente est celle du rapport à la santé. Tant pour une saine croissance que pour disposer d'assez d'attention en classe, il faut que l'enfant puisse ingurgiter assez de calories mais également de nutriments divers afin de ne pas subir de carences.

A cet égard, on peut souligner l'excellent travail d'alerte effectué par Timothé Fillon dans la revue *Eduquer* du mois de mai 2024<sup>10</sup> qui porte son attention sur la promotion de la santé à l'école (PSE) en regard, entre autres, de la dernière étude *Health Behaviour in School-aged Children 2022*<sup>11</sup> (HSBC 2022). Au menu de l'article, on retrouve des préoccupations vis à vis de la précarité alimentaire, des fast-foods et des boissons sucrées.

### La promotion de la santé à l'école (PSE) et l'Education relative à l'Environnement (ErE) : un même combat

L'enjeu est de taille et les moyens semblent bien maigres pour y faire face. Chantal Vandoorne, ancienne directrice de l'Ecole de Santé Publique souligne dans cet article comment ce sujet est également un enjeu de justice sociale. Elle précise que c'est dès la petite enfance qu'il faut intervenir pour « rompre la spirale d'entretien de ces inégalités sociales » et regrette que « l'éducation 'à' et la promotion d'une alimentation équilibrée et durable auprès des enfants et des jeunes scolarisés souffrent d'un manque de cohérence et d'intensité liée à la fragmentation des compétences entre entités fédérées.<sup>12</sup> ». L'une des coordinatrices de cette fameuse enquête HSBC 2022, Emma Holmberg, détermine par exemple que « l'insécurité alimentaire touche une personne interrogée sur cinq scolarisée en Région Bruxelles-Capitale<sup>13</sup> ». Les enfants issus des milieux les moins aisés étant six fois plus susceptibles de souffrir d'un accès insuffisant et irrégulier aux aliments sains et nutritifs (c'est nous qui soulignons) que ceux issus de milieux familiaux aisés.

Notons également la judicieuse remarque d'Arthur Dielens, chargé en sensibilisation auprès de l'asbl As Bean : « Les cantines scolaires sont (également) un levier à prendre en considération.<sup>14</sup> ». Il continue sur sa lancée et insiste, « les crèches, les écoles, les universités pourraient être des vecteurs d'habitudes alimentaires saines dès la petite enfance », et il ajoute encore que « L'éducation se fait également par le goût. Apprendre la théorie sans avoir l'occasion de la mettre en pratique peut s'avérer violent pour de nombreuses personnes. Enseigner moralement sans rendre accessible consiste à restreindre l'enseignement de la santé à l'apprentissage de la culpabilisation.<sup>15</sup> ».

---

<sup>10</sup> FILLON T., *Alimentation des jeunes à Bruxelles : des carences dans l'enseignement ?*, *éduquer* n° 186, mai 2024, pages 7 à 10

<sup>11</sup> Traduction : *Comportement en matière de santé chez les enfants d'âge scolaire*

L'étude est disponible sur le site Internet du Service d'Information Promotion Education Santé (SIPES), consulté le 3 octobre 2024 –

<https://sipes.esp.ulb.be/publications/enquetes-hbsc>

<sup>12</sup> FILLON T., *Alimentation des jeunes à Bruxelles : des carences dans l'enseignement ?*, *éduquer* n° 186, mai 2024, page 8

<sup>13</sup> *Ibid.*, page 8

<sup>14</sup> *Ibid.*, page 9

<sup>15</sup> *Ibid.*, pages 9 et 10

On pourrait ajouter encore bien d'autres développements à ces constats déjà alarmants. Que ce soit l'augmentation constante du nombre d'enfants en surpoids<sup>16</sup>, la perte de qualité nutritive des aliments<sup>17</sup>, la dangerosité de nombreux produits phytosanitaires qui contiennent des perturbateurs endocriniens<sup>18</sup> et qu'on retrouve dans nos assiettes, ou enfin l'impact sans doute plus « abstrait » et pourtant bien réel de nos choix de consommation sur l'environnement (eau, cycles géochimiques, état des sols) et sur la biodiversité (ce qui entraîne un effet retour qui risque de rendre la planète impropre à la production de la nourriture nécessaire à tout le monde, voire qu'elle devienne carrément inhabitable)<sup>19</sup>, tout indique que l'heure est grave et le dossier pressant.

## Le décret du 19 octobre 2023

En ce sens, le décret du 19 octobre 2023 va plutôt dans le bon sens puisque les écoles qui bénéficient de la gratuité prévue dans celui-ci doivent s'engager à respecter différentes orientations mais également à organiser des activités éducatives à destination des élèves et/ou parents<sup>20</sup>. Voilà pourquoi le cahier des charges lié au décret contient ces 7 objectifs :

1. Promouvoir une alimentation locale, saine et équilibrée en ayant un maximum recours à l'agriculture biologique, et en limitant et contrôlant la junk food.
2. Proposer plusieurs alternatives végétariennes par semaine jusqu'à la rentrée 2029, et après, proposer chaque jour une alternative végétarienne.
3. Encourager le recours à l'eau comme seule boisson.
4. Encourager la découverte de saveurs variées et la consommation de fruits et légumes frais et de saison.
5. Diminuer la quantité de protéines animales.
6. Éviter le gaspillage alimentaire.
7. Réduire la production de déchets.

Il ne s'agit donc pas ici d'un caprice idéologique suivant la programmation d'une soi-disant « écologie punitive » sortie de l'imagination des bobos-bios mais bien de conserver les moyens de nourrir tout le monde avec des aliments sains, dans le respect des sols et des limites physiques de la planète mais aussi en tenant compte de ce que nos corps (et ceux de nos enfants) ont besoin pour croître (ou se maintenir) en bonne santé.

---

<sup>16</sup> Office National de l'Enfance, *Obésité infantile : 10 fois plus d'enfants en surpoids qu'il y a 40 ans*, site Internet de l'ONE, 16 octobre 2017 –

<https://www.one.be/public/detailarticle/news/obesite-infantile-10-fois-plus-d-enfants-en-surpoids-quil-y-a-40-ans/>

<sup>17</sup> BENDALI L., *Multinationales : hold-up sur nos fruits et légumes*, enquête de l'émission Cash Investigation, France 2, 1<sup>ère</sup> diffusion le mardi 18 juin 2019 à 21 heures, information publiée sur le site Internet de Franceinfo le 29 mai 2019 et mise à jour le 19 juin 2019 –

[https://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/cash-investigation/cash-investigation-du-mardi-18-juin-2019\\_3465425.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/cash-investigation/cash-investigation-du-mardi-18-juin-2019_3465425.html)

<sup>18</sup> COENEN J.-P., *Perturbateurs endocriniens. Comment protéger les enfants ?*, analyse de la Ligue des Droits de l'Enfant, 15 août 2022 –

<https://www.liguedroitsenfant.be/8234/les-perturbateurs-endocriniens-comment-protoger-les-enfants/>

<sup>19</sup> BROCKWAY L. et BROCKWAY O., *Manger nous mène à l'extinction*, BROCKWAY L., GALVIN M., TAVAKKOLI K. & BROCKSTAR Productions, 2021 –

<https://www.youtube.com/watch?v=2s4EYAeZt9I>

<sup>20</sup> Voir la note de bas de page n° 4

Le contre-argument faisant de cette politique une forme d'atteinte à la liberté qui prétend « résister » à ces changements nécessaires est d'ailleurs largement soutenu par des marchands de doutes<sup>21</sup> aux intérêts financiers importants, qui voient dans cette façon de légiférer un danger pour leurs activités et profits<sup>22</sup>. Ce faisant, les industries de la malbouffe et les lobbys agro-industriels repoussent non seulement l'inévitable, mais mettent en danger l'ensemble de la population. Nos petites plaisirs coupables, sources de bénéfices mortifères et de problèmes sanitaires structurels, sont parés de l'illusion du choix, alors qu'ils sont en vérité le fruit d'un matraquage publicitaire incessant et d'une inclination naturelle pour les produits gras et sucrés. Parce que si, et ce fut le cas pendant longtemps, ce penchant a permis à « l'homme des cavernes » de survivre, il est devenu plus que problématique dans une société d'abondance. Ce n'est donc pas « juste une question de choix individuel » qu'il s'agit, mais bien de pilotage collectif de la production et de santé publique.

Pour en revenir plus spécifiquement aux cantines, même si un réel effort a été constaté ces dernières années à propos de l'accès à une alimentation saine et respectueuse de l'environnement (autrement dit, durable) en particulier vis-à-vis des publics les plus précaires, rien n'indique que la dynamique mise en œuvre par le gouvernement sortant perdure, alors qu'idéalement il faudrait plutôt appuyer sur le champignon et étendre la mesure le plus largement possible.

## Infrastructure et convivialité

Au-delà de ce premier axe, un second aspect essentiel est à considérer, celui des infrastructures. En effet, l'organisation du repas à l'école (qui n'est pas comptabilisé dans le temps scolaire) nécessite un espace adapté, ce qui pose parfois de sérieux problèmes logistiques, mais aussi de personnel encadrant. Le réfectoire est-il assez grand ? Ou faut-il organiser plusieurs services ? Mais alors de combien de temps disposent les enfants pour manger ? Il y a-t-il assez de personnel à la préparation ? Existe-t-il même une cuisine pour y dresser les repas ? Qui est disponible pour encadrer les enfants ? Et quel est le niveau de bruit dans le réfectoire ?

### Des soucis ça et là...

En 2016 déjà, Stéphane Aujean, aujourd'hui attaché principal à la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, signait un rapport qui faisait état du manque de place<sup>23</sup>, de nuisances sonores élevées<sup>24</sup>, d'une durée du repas insuffisante<sup>25</sup> et d'un encadrement bien trop minimal<sup>26</sup> dans de nombreuses écoles de la région de Bruxelles-Capitale.

---

<sup>21</sup> ORESKES N. et CONWAY E. M., *Les marchands de doute*, Le Pommier, 2012

<sup>22</sup> GREENPEACE FRANCE, *Comment les lobbys de la viande nous manipulent*, campagne en ligne via le site Internet de Greenpeace France, 25 janvier 2022 –

<https://www.greenpeace.fr/comment-les-lobbies-de-la-viande-nous-manipulent/>

et

HUYNH L. A., *Décryptage de la stratégie d'encercllement cognitif du lobby sucrier en France*, site Internet de l'École de Guerre Economique, 26 juin 2019 –

<https://www.ege.fr/infoguerre/2019/06/decryptage-de-strategie-dencercllement-cognitif-lobby-sucrier-france>

rien qu'en ce qui concerne les lobbys de la viande et du sucre.

<sup>23</sup> AUJEAN S., *Enquête sur le temps de midi dans les établissements de l'enseignement fondamental ordinaire de la région bruxelloise*, Observatoire de l'enfant – Commission communautaire française, SPF Bruxellois, octobre 2016, pages 10 et 11

<sup>24</sup> *Ibid.*, pages 11 et 12

<sup>25</sup> *Ibid.*, pages 12 et 13

<sup>26</sup> *Ibid.*, pages 13 et 14

Et depuis ? Anne, présidente d'une association de parents d'élèves dans une école de la ville de Liège, témoigne de son expérience directement. En septembre 2024, bonne nouvelle, les repas chauds sont devenus gratuits à l'école de ses enfants... mais la situation au réfectoire s'est fortement détériorée alors qu'elle n'était déjà pas brillante les années précédentes. Elle déplore que rien ne semble avoir été pensé en amont au niveau du pouvoir organisateur pour accompagner cet afflux supplémentaire et pourtant prévisible d'enfants à la cantine. Dans ces conditions, ce sont pour l'instant<sup>27</sup> les parents eux-mêmes qui s'organisent comme ils peuvent pour donner un coup de main sur le temps de midi dans un réfectoire tout aussi bondé que bruyant.

Et que dire de cette école à Anderlecht qui n'organise pas de dîner chaud durant les trois premières semaines et les trois dernières semaines de l'année scolaire ? Au total, c'est plus 16% du temps de cantine qui y est amputé. Ce qui représente un défaut de service assez singulier.

## Et des réussites exemplaires

Il ne s'agit pas pour autant de casser systématiquement du sucre sur le dos des établissements scolaires. Toutes ces questions et difficultés, l'équipe de l'école fondamentale du Tivoli à Laeken a également dû y faire face. Madame Ana Rojas, assistante sociale de l'école, témoigne pour l'équipe, très engagée dans le projet : « *En ce qui concerne la temporalité, nous avons finalement décidé de fournir le repas chaud en 3 services d'une demi-heure, en aménageant deux espaces, un pour le primaire et l'autre pour la maternelle.* ». Il a fallu aussi : « *adapter la cuisine avec des frigos et fours en suffisance et engager des auxiliaires d'éducation* » et encore « *penser l'aménagement des tables, où les enfants sont réunis par 10, afin que cela ne génère pas trop de bruit. De la même façon, nous servons depuis cette rentrée des plats communs à table et les enfants doivent se servir, ce qui permet de limiter les déplacements et d'apprendre à vivre en commun, en partageant les portions.* ».

Aujourd'hui, ce sont approximativement 85% des élèves de cet établissement scolaire qui ont accès à la cantine gratuite. Cependant, ça n'a pas été évident d'y parvenir, « *il y a eu, par exemple, un gros travail de terrain l'année passée pour aider les parents à s'inscrire sur la plateforme de réservation des repas, ce qui nous a pris tout le mois de septembre* » ajoute Ana Rojas. Elle exprime encore combien il était important pour la direction et le personnel de l'établissement que tous les enfants aient accès à un repas chaud et sain chaque jour de service à l'école, et comment le personnel s'est impliqué à fond dans le projet, en ajustant et arbitrant aussi souvent que nécessaire pour obtenir la solution la plus satisfaisante possible.

Si cet exemple démontre qu'un tel objectif est atteignable, il est malgré tout important de ne pas se raconter de salades et de faire face à la réalité. Le repas chaud du midi, qui devrait être considéré comme un moment de détente et de récupération, est bien trop souvent une source de stress supplémentaire pour beaucoup d'élèves. Ce qui renforce le constat que nous faisons par ailleurs au niveau d'autres besoins insuffisamment satisfaits dans les écoles tant en ce qui concerne l'infrastructure que le personnel d'encadrement extra-scolaire, mais ça c'est encore une autre histoire...

---

<sup>27</sup> C'est-à-dire au moment d'écrire ces lignes, courant octobre 2024

## Justice fiscale et sécurité sociale alimentaire

Revenons donc à nos oignons et plus précisément au début de cette analyse. La troisième dimension qui interroge ceux qui sont confrontés au sujet des cantines scolaires, et que nous évoquons dans l'introduction, est bien entendu celle du prix. Comme l'indiquait l'un des articles de la *DH – Les Sports* cité plus haut, les coûts ont augmenté de façon drastique ces dernières années (de presque 30% dans certains cas<sup>28</sup>), alors que le montant mensuel des repas chaud était déjà de 48,80 € en maternelle et de 49,22 € en primaire en 2022 selon la Ligue des Familles<sup>29</sup>.

### Généalogie de la situation

Pour comprendre ce qui se cache derrière ces chiffres, il faut prendre un peu de recul. En effet, entre 1960 et 2000, l'augmentation du pouvoir d'achat par personne a été multiplié par 3<sup>30</sup>. Par conséquent, la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages a fortement diminué, passant de 27,8% en 1960 à 11,1% en 2018<sup>31</sup>. Mais où est passé cet argent ? Il a été principalement reporté sur les activités de loisirs (pour ceux qui le pouvaient) et le logement (chauffage et éclairage compris) qui est lui passé de 10,40% du budget en 1950 à 22,20 % en 2008<sup>32</sup>.

Ces données sont évidemment discutables puisqu'elles varient en fonction des méthodes de calcul utilisées, mais la tendance est claire et difficilement contestable. Nous avons connu un demi-siècle de réduction du coût de la nourriture (au détriment de sa qualité et des conditions de production, ce qui explique partiellement les mouvements de protestation des agriculteurs de ce début d'année<sup>33</sup>) et il y a eu une augmentation parallèle des prix du logement (une quasi triplement du prix réel entre 1973 et 2016 malgré un léger infléchissement passager au début des années 1980<sup>34</sup>). Pour le dire simplement et un peu caricaturalement, l'argent est passé de la poche des agriculteurs à celles de l'agro-industrie (semenciers, marchands d'engrais et pesticides, vendeurs de machines agricoles), de la grande distribution et des spéculateurs immobiliers<sup>35</sup>.

---

<sup>28</sup> NATELHOFF Y., *9,5 € le repas à l'école : « Presque comme au resto ! »*, *DH – LES SPORTS*, 3 septembre 2024, pages 2 et 3

<sup>29</sup> MICHIELS M., *Où est passé la gratuité scolaire ? La facture salée de l'école*, Ligue des familles, production du service Etudes et Action politique, août 2022 –

<https://liguedesfamilles.be/storage/21951/Etude-co%C3%BBT-scolaire-2022.pdf>

<sup>30</sup> DEFYET P., *Les dépenses alimentaires des Belges*, Institut du Développement Durable (IDD), avril 2020, page 3 –

<https://www.iddweb.eu/docs/depensesalimentaires.pdf>

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> BECKER M., *La consommation de 1950 à nos jours*, préparation de cours partagée sur le site Internet enseignons.be, mis en ligne le 23 février 2011, page 2 –

<https://www.enseignons.be/preparation/68233/>

<sup>33</sup> REDACTION INFO, *Nouvelle manifestation des agriculteurs à Bruxelles : quelles sont leurs revendications ? Et de quoi discutent les 27 ?*, RTBF Actus, mis en ligne sur son site Internet le 26 mars 2024 –

<https://www.rtb.be/article/nouvelle-manifestation-des-agriculteurs-a-bruxelles-queelles-sont-leurs-revendications-et-de-quoi-discutent-les-27-11349787>

<sup>34</sup> WARISSE C., *Analyse de l'évolution des prix de l'immobilier résidentiel : le marché belge est-il surévalué ?*, BNB, Revue économique, page 68 –

[https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2017/revewcoi2017\\_h4.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2017/revewcoi2017_h4.pdf)

<sup>35</sup> Le sujet de l'immobilier est en vérité plus complexe car il y a différents facteurs qui entrent en compte comme les normes de construction (qui ont beaucoup évolué) ou la surface disponible par personne (très inégalement répartie) mais encore le prix de l'énergie. Toutefois, si la « crise de l'immobilier » actuelle est sujette à polémique, la pression sur les loyers dans les grandes agglomérations urbaines est un fait qui l'est beaucoup moins. En ce sens, les personnes les plus démunies habitant dans les villes sont soumises à une sorte de « double peine » (accès difficile à la propriété et coûts incompressibles élevés).

Pourtant, jusqu'ici, on tenait le coup, plus ou moins. Pourquoi ? Il faut se pencher sur les taux d'inflations remarquablement bas entre 2000 et 2020 (à l'exception de 2008, année de la crise dite des subprimes) pour comprendre que si la pression était forte, nous n'étions pas encore dans les choux comme aujourd'hui<sup>36</sup>. Mais avec une inflation moyenne de 9,58 % en 2022 et de 4,15 % en 2023<sup>37</sup>, ce sont à la fois le logement et la nourriture (dépenses relativement incompressibles) qui ont fait exploser le budget des ménages, en particulier pour les locataires. En bref, ces dernières années la note est devenue beaucoup trop salée.

## La question de la gratuité...

Merlin Gevers, chargé d'étude à la Ligue des Familles, le confirme : « *l'inflation dans le secteur de l'alimentation a encore plus aggravé la précarité alimentaire chez les enfants*<sup>38</sup> » et il explique : « *on remarque qu'il y a de plus en plus d'enfants qui arrivent le ventre vide à l'école ou qui se privent de repas, sachant qu'on a 12% des ménages belges qui vivent sous le seuil de pauvreté et qui n'arrivent pas à s'offrir un repas complet au moins un jour sur deux. Cette hausse de la précarité alimentaire chez les enfants est alarmante et doit devenir une priorité du prochain gouvernement*<sup>39</sup> ».

La DH – Les Sports s'interroge par ailleurs, comme nous l'avons vu, sur une extension de la gratuité de l'école à toutes les cantines. Et on peut en effet légitimement s'inquiéter, en prolongeant leur réflexion, de l'injustice qui frappe les parents des écoles à l'indice socio-économique juste un peu trop élevé pour faire partie de celles qui peuvent bénéficier de ladite gratuité. Ce qui pourrait entraîner une forme de ressentiment des travailleurs pauvres vis-à-vis de celles et ceux qui le sont encore plus, en particulier si certains politiques instrumentalisent la frustration de ceux qui « *n'ont droit à rien* » (en matière d'aides sociales) en leur proposant des solutions erronées en matière d'arbitrage.

À la FAPEO, notre mot d'ordre est la gratuité pour tous, voilà ce qui serait l'idéal. Néanmoins, on pourrait éventuellement déjà envisager dans un premier temps d'améliorer le décret sur les cantines gratuites par une intervention proportionnelle à l'indice socio-économique de l'école. Ainsi, comme ledit décret prévoit 3,70 € par enfant en encadrement différencié, on pourrait imaginer une intervention de 2,47 € par élève dans les écoles dont l'indice socio-économique se situerait entre 6 et 10 (soit 2/3 de la somme en encadrement différencié) et de 1,23 € par élève pour les écoles dont l'indice socio-économique se situerait entre 11 et 15 (soit 1/3 du montant en encadrement différencié). Ce qui permettrait à chacun, en fonction de ses revenus, de remettre un peu de beurre dans ses épinards.

En généralisant ce système à toutes les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles, on pourrait développer une politique ambitieuse de soutien au budget alimentaire des familles en fonction de leurs besoins.

---

<sup>36</sup> STATBEL, *Indice des prix à la consommation 2000-2023*, chiffres issus de la base de donnée en ligne du site Internet de STATBEL –

<https://statbel.fgov.be/fr/themes/prix-la-consommation/indice-des-prix-la-consommation#panel-15>

<sup>37</sup> *Ibid.*

En observant dans le détail, l'inflation est encore plus élevée sur cette période en ce qui concerne l'alimentation, le loyer (comprenant l'énergie) et les services, tandis que l'indice des prix non alimentaires était plus bas en septembre 2024 qu'en novembre 2022. Ce qui pondère à la baisse l'indice total et masque partiellement la réelle augmentation des besoins essentiels. Ce qui explique en grande partie la hausse de 30% évoquée par la DH – LES SPORTS.

<sup>38</sup> JIMENEZ L., *De plus en plus d'enfants sont privés de repas*, DH – LES SPORTS, 3 septembre 2024, page 2

<sup>39</sup> *Ibid.*

## La Sécurité Sociale Alimentaire (SSA)

Une autre piste intéressante en la matière est celle proposée dans les *Cahiers de l'Ecole de la transformation sociale* publiés par Le Forum – Bruxelles contre les inégalités, et plus précisément celui qui concerne la précarité alimentaire. Issue d'un dispositif de formation participatif et partagé qu'ils ont co-piloté, cette publication inter-associations a débouché sur huit recommandations. La troisième vise justement à « *mettre en œuvre une sécurité sociale de l'alimentation*<sup>40</sup> » qui comprend trois objectifs :

1. Une politique intégrée de l'alimentation (agriculture, environnement, social, santé).
2. Le droit à une alimentation de qualité pour tous.
3. La mise en place d'un mécanisme fédéral solidaire et redistributif qui favorise la réduction des inégalités sociales et contribue au développement des filières justes et durables.

Soutenue en Belgique par l'organisation FIAN (FoodFirst Information and Action Network)<sup>41</sup> et le CréaSSA<sup>42</sup>, cette lutte pour une justice sociale et environnementale qui passe par l'assiette (en provenance directe du champ) n'est apparemment pas si éloignée que ça de certaines politiques européennes, comme la stratégie *Farm to Fork* qui fait partie du *Green Deal* de l'UE<sup>43</sup>, si ce n'est qu'elle insiste sur un point essentiel : l'argent, ce nerf de la guerre.

En effet, à l'inverse de l'idée de dérégulation dans un libre marché<sup>44</sup> qui favorise le fait que l'on rogne sans cesse sur la qualité au profit de la quantité (logique financière et contradictoire sur le long terme à l'objectif fixé), le plaidoyer pour la création d'une sécurité sociale alimentaire semble être le socle d'une réflexion solide concernant l'accès des plus démunis à une nourriture saine.

De plus, une proposition de cet ordre prend implicitement en compte le maillon faible des politiques intégrées en matière d'alimentation collective durable : la logistique, soumise à toutes sortes d'aléas et de conditions spécifiques. Xavier Anciaux, coordinateur de la Ceinture Alimentaire de Charleroi Métropole (initiative de la SAW-B), souligne combien la réussite de tels projets nécessite une politique volontariste et un soutien spécifique à ce secteur (du bio, local et de saison). En effet, pour pouvoir générer un maillage qui tient compte d'une production plus aléatoire (à cause de la météo et de la taille des fournisseurs) et restreinte (obligation d'une offre locale de produits peu ou pas transformés), c'est bien tout un nouveau système de coordination aussi précis que souple et efficace qu'il faut mettre en place, un pôle qui tient compte de tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement.

---

<sup>40</sup> LE FORUM – BRUXELLES CONTRE LES INEGALITES, *Les cahiers de l'Ecole de la transformation sociale : PRECARITE ALIMENTAIRE*, Le Forum – Bruxelles contre les inégalités, 2023, page 34

<sup>41</sup> <https://www.fian.be/>

<sup>42</sup> Collectif de réflexion et d'action sur une Sécurité Sociale de l'Alimentation – <https://www.collectif-ssa.be/creassa/>

<sup>43</sup> [https://food.ec.europa.eu/horizontal-topics/farm-fork-strategy\\_en?prefLang=fr](https://food.ec.europa.eu/horizontal-topics/farm-fork-strategy_en?prefLang=fr)

<sup>44</sup> Prônée par ailleurs par les institutions de l'Union européenne.

Cerise sur le gâteau, en axant la politique publique sur la demande plutôt que l'offre, en déterminant des critères aussi qualitatifs que quantitatifs, en soutenant les moyens organisationnels de la chaîne d'approvisionnement, on développe une économie plus saine, qui a plus de sens en termes de responsabilité sociale et environnementale<sup>45</sup>. A ce sujet, notons d'ailleurs que la FWB promeut déjà des critères de qualité dans ses marchés publics d'approvisionnement des cantines scolaires en partenariat avec le label *Good Food* (de Bruxelles Environnement) ou *Cantines Durables* (en Wallonie) qui ont été remis à jour en 2024<sup>46</sup>. Cette disposition permet aux adjudicateurs de marchés publics de ne pas devoir se limiter au prix comme seul critère de sélection final dans un appel d'offre, ce qui est déjà un bon pas (nécessaire mais insuffisant) en direction de l'organisation des pôles logistiques spécifiques que Xavier Anciaux appelle à développer.

## Retour vers le futur, Jamie Oliver et les parents

La quatrième dimension de la nourriture de collectivité en milieu scolaire est souvent la partie la plus négligée (en particulier par l'administration, qui s'occupe surtout d'affaires comptables) alors qu'elle n'en est pourtant pas moins importante que les autres, c'est celle du goût.

### Il était une fois... l'Angleterre

Pour bien comprendre ce qui se trame derrière cette réalité, revenons presque 20 ans en arrière, en Angleterre. A l'époque, un jeune chef de cuisine médiatique britannique sort du lot. Son nom ? Jamie Oliver. C'est au début de l'année 2005 qu'il fait particulièrement parler de lui grâce à un programme de télé-réalité intitulé *Jamie's School Dinners*<sup>47</sup>. Les parents y découvrent avec effroi que leurs bambins se gavent de produits gras, sucrés et ultra transformés mais refusent de manger des légumes et des fruits<sup>48</sup>. En tant que chef de cuisine son combat est clair, il s'agit d'y remédier mais aussi, et surtout, de rendre les repas des cantines alléchants.

L'émission est diffusée juste avant les élections générales du 5 mai 2005 et fait réagir. Jamie Oliver remet une pétition signée par presque 300.000 parents pour que la situation change. Rallonge de budget par repas, installation de cuisines modernes dans les écoles pour pouvoir produire la nourriture sur place, un véritable tournant s'opère<sup>49</sup>. Mais derrière le phénomène médiatique, il démontre surtout qu'on peut, avec de l'engagement et de l'huile de coude, concocter des menus sains, simples et appétissants à un coût relativement faible.

---

<sup>45</sup> L'allusion à la responsabilité sociale des entreprises (RSE) qui est également une politique portée par les institutions de l'UE est ici volontaire et assumée. Elle met une seconde fois en exergue la quasi « schizophrénie » des organes du pouvoir européen.

<sup>46</sup> FWB Enseignement, *Alimentation saine et durable, Ressources utiles*, page du site Internet Enseignement.be – <http://enseignement.be/index.php?page=28519>

<sup>47</sup> Traduction : "Les repas de cantine de Jamie"

<sup>48</sup> ROCHE M., *En Grande-Bretagne, le chef cuisinier Jamie Oliver s'engage pour améliorer les repas des écoliers*, version numérique du journal Le Monde sur son site Internet, pages Société, publié et modifié le 29 avril 2005 – [https://www.lemonde.fr/societe/article/2005/04/29/en-grande-bretagne-le-chef-cuisinier-jamie-oliver-s-engage-pour-ameliorer-les-repas-des-ecoliers\\_644570\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2005/04/29/en-grande-bretagne-le-chef-cuisinier-jamie-oliver-s-engage-pour-ameliorer-les-repas-des-ecoliers_644570_3224.html)

<sup>49</sup> *Ibid.*

## Culture et génétique

Avançons de 15 ans dans le temps. Le docteur Jean Michel Lecerf, alors médecin et chef du service nutrition et activités physiques de l'institut Pasteur à Lille rappelle que : « *le plaisir dans la prise alimentaire reste essentiel. Et pourtant, cette notion de plaisir est oubliée de nos jours en raison des recommandations de santé publique qui prennent souvent le dessus. Alors qu'il faudrait avant tout que les repas soient pleins de bonne humeur, qu'on parle des bons plats, et qu'on ne remplisse pas ces moments de partage de phrase du type 'finis ton assiette', 'arrête de manger, tu vas grossir'. Il y a une intoxication du discours à cause de ces injonctions.*<sup>50</sup> » tout en soulignant l'aspect éminemment évolutif du goût : « *n'oublions pas qu'il faut goûter un aliment 7 à 10 fois avant de l'apprécier, raison de plus pour répéter les tentatives un certain nombre de fois chez vos enfants.*<sup>51</sup> » et même que « *un bébé peut apprécier énormément d'aliments pour finir par les détester quand il grandit.*<sup>52</sup> ». Il ne s'agit donc pas de forcer les enfants à finir leurs assiettes mais bien de leur apprendre à devenir gustativement curieux.

La promotion de la santé à l'école (PSE) ne doit donc pas occulter les aspects culturels, génétiques ou évolutifs de la nutrition. En ce sens, établir une relation à la nourriture est une question d'éducation qui dépasse les aspects budgétaires, structurels et même de santé publique, il s'agit de l'apprentissage à une ouverture sur le monde qui tient aussi compte des particularités individuelles. En effet, selon le docteur Lecerf : « *Le goût est un des systèmes les plus génétiquement codés dans notre organisme : deux personnes ne goûteront pas forcément la même chose en mangeant un aliment. Alors que pour la vue, exception faite des daltoniens, on voit tous la même chose.*<sup>53</sup> ». Ce qui explique enfin pourquoi les goûts et les couleurs, ça ne se discute pas...

Plus sérieusement, cet état de fait renvoie de façon plus générale à une question qui nous importe particulièrement à la FAPEO : le juste arbitrage entre les nécessaires enseignements collectifs et l'éducation différenciée. Comme on le voit au travers la formation du goût, il ne s'agit pas de visions contradictoires mais complémentaires. Les dimensions du plaisir de découvrir et de l'effort mesuré (ici : faire goûter à tout sans ne forcer personne au point de le dé-goûter) résonnent particulièrement harmonieusement avec nos autres combats. C'est en tout cas en ce sens que nous comprenons la portée émancipatrice de l'enseignement, comme un moyen d'éveiller les enfants à la culture, que ce soit (sans rire) celle des musées ou celle des poireaux.

---

<sup>50</sup> DUBUISSON M., Jean-Michel Lecerf : "L'alimentation ne doit pas devenir source de conflits avec les enfants", RTBF actus, mis en ligne sur son site Internet le 31 décembre 2019 –

<https://www.rtb.be/article/jean-michel-lecerf-l-alimentation-ne-doit-pas-devenir-source-de-conflits-avec-les-enfants-10398021>

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> *Ibid.*

## S'alimenter, une fonction « primaire » soumise à beaucoup de facteurs

En relisant les analyses de mes prédécesseurs pour déterminer ce qui avait évolué depuis, j'ai surtout l'impression de répéter une sorte de litanie agrémentée de ma sensibilité propre. Au fond, comme indiqué en introduction de ce texte, nous en revenons toujours d'une façon ou d'une autre aux quatre points évoqués : la santé, les infrastructures, le prix et le goût. De plus, le lecteur aura remarqué qu'il est difficile de séparer entièrement ces quatre catégories et que malgré l'effort entrepris ici pour les dissocier par sujets, on rebondit sans cesse de l'un à l'autre tellement ils sont liés entre eux. En bref, pour s'y retrouver ce n'est pas de la tarte. Ce qui tend à rendre les choses compliquées... ou plutôt, pour être précis, complexes.

### Apprendre la complexité, un jeu d'enfant ?

On pourrait bien sûr se dire que ce n'est pas « grave », que « ça ne mange pas de pain », et passer à la suite en évitant d'interroger cet aspect de la question. Mais si, au contraire, ce sujet permettait justement – par nature – d'aborder les choses dans toute leur complexité ? De souligner combien tous les enjeux sont interreliés entre eux ? Ne pourrait-on pas dès lors, comme le faisait en son temps le pédagogue et neuropsychiatre Ovide Decroly, déterminer que l'alimentation est un thème essentiel de l'éducation et qu'elle devrait être au cœur de tout projet d'école<sup>54</sup> ? Dans ce cadre, la cantine ne serait plus perçue seulement comme le lieu où l'on mange mais bien comme le cœur vivant des apprentissages concrets des élèves. De façon naturelle, les enfants y feraient petit à petit la découverte de cette fameuse complexité autour de notions vitales autant du point de vue individuel que collectif<sup>55</sup>, tout en apprenant à compter et multiplier des portions ou à rédiger une recette.

En outre... si l'école, comme nous aimons à le rappeler à la FAPEO, est une sorte de reflet de la société en devenir, il nous semble d'intérêt public que les parents d'élèves et associations qui les représentent prennent part au nécessaire travail d'information et de représentation d'intérêts concernant le sujet évoqué. En nous engageant, avec toutes celles et ceux qui le souhaitent, à soutenir par principe toute plateforme d'acteurs partenaires et d'institutions autour de cette question, il s'agirait concrètement de non seulement défendre la pérennisation des repas gratuits tels que prévus par le décret du 19 octobre 2023 concernant les cantines scolaires et même de l'étendre, mais plus largement encore de ne plus laisser la question de l'alimentation collective aux mains d'une forme de « libre marché » qui, presque mécaniquement, rogne sans cesse sur la qualité de vie des plus vulnérables<sup>56</sup>.

---

<sup>54</sup> Pour Ovide Decroly, « *L'organisation de l'enseignement s'organise (donc) en quatre « centres d'intérêt » : se nourrir, lutter contre les intempéries, se défendre contre les dangers, travailler et se recréer socialement.* » (c'est nous qui soulignons). Cf. FONDATION OVIDE DECROLY, *Ovide Decroly : Ses principes pédagogiques*, page du site Internet du site de la Fondation Ovide Decroly, consulté le 10 octobre 2024 –

<https://fondationdecroly.be/ovide-decroly-ses-principes-pedagogiques/>

<sup>55</sup> Cf. les notions de santé (PSE) et d'environnement (ErE) évoquées dans le texte

<sup>56</sup> Le lecteur pourra à ce propos faire le lien avec les deux derniers livres de Victor Castanet, *Les fossoyeurs* et *Les Ogres*, qui démontrent comment dans deux autres secteurs en lien avec les personnes les plus dépendantes de la société (respectivement les personnes âgées et les bébés), la logique purement comptable génère des pratiques structurelles mortifères en matière de politiques publiques et/ou de partenariats public-privé. CASTANET V., *Les fossoyeurs*, fayard, 2022

Et

CASTANET V., *Les Ogres*, Flammarion, Enquête, 2024

## Se mettre à table pour construire l'avenir

En encourageant les politiques publiques qui organisent la vie de la société autour de la demande réelle (et vitale) plutôt que de l'offre concurrentielle, nous pourrions soutenir cette planification économique, écologique et sociale<sup>57</sup>. Nous disposons en effet potentiellement, ici, d'un outil majeur d'émancipation collective autour d'un geste essentiel depuis le début de l'humanité : le repas partagé. Ce socle d'une culture commune, d'une forme de vivre ensemble qui renoue avec l'idée de convivialité (au sens premier du terme) est sans doute l'une des meilleures réponses que l'on peut offrir aux divisions et crispations de notre époque.

Elle demande, comme on l'a vu avec l'exemple de l'école Tivoli, un engagement et une implication de la part de tous les acteurs de terrain, car il faut sans cesse réfléchir et procéder à des arbitrages parfois difficiles pour obtenir des résultats satisfaisants. Mais n'est-ce pas là justement le sens de la vie en commun ? De la démocratie ? D'un projet de société ? Aussi, cela ne vaut-il pas la peine que nos associations encouragent les écoles qui désirent se lancer dans l'aventure du repas gratuit (ou *a minima* bon marché) et durable, et de l'adosser à un solide projet pédagogique (impliquant les parents), solidaire et participatif ?

Loin d'avoir épuisé le sujet, nous remettons sans doute le couvert dans les mois ou années à venir à propos des cantines scolaires. Et, afin de pouvoir mettre les petits plats dans les grands, nous sommes dès à présent à votre écoute concernant cet enjeu dont nous avons prouvé une fois de plus l'importance. Aussi, n'hésitez pas, prenez place dans la discussion et racontez-nous comment vous considérez ce sujet. En bref, ne mâchez pas vos mots, nous sommes curieux de savoir ce que vous en pensez.

**Si vous désirez organiser un débat sur cette question, n'hésitez pas à contacter :  
secretariat@fapeo.be**

---

<sup>57</sup> Comme nous l'avons vu dans l'analyse, il ne s'agit pas ici d'un positionnement idéologique mais tout simplement de favoriser un système qui permette la pérennité de nos sociétés (et de nos systèmes agraires) dans un monde encore habitable par nos enfants, rien de plus.

## Références

- AUJEAN S., *Enquête sur le temps de midi dans les établissements de l'enseignement fondamental ordinaire de la région bruxelloise*, Observatoire de l'enfant – Commission communautaire française, SPF Bruxellois, octobre 2016
- BECKER M., *La consommation de 1950 à nos jours*, préparation de cours partagée sur le site Internet enseignons.be, mis en ligne le 23 février 2011 – <https://www.enseignons.be/preparation/68233/>
- BENDALI L., *Multinationales : hold-up sur nos fruits et légumes*, enquête de l'émission Cash Investigation, France 2, 1ère diffusion le mardi 18 juin 2019 à 21 heures, information publiée sur le site Internet de Franceinfo le 29 mai 2019 et mise à jour le 19 juin 2019, consulté le 4 octobre 2024 – [https://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/cash-investigation/cash-investigation-du-mardi-18-juin-2019\\_3465425.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-magazine/france-2/cash-investigation/cash-investigation-du-mardi-18-juin-2019_3465425.html)
- BROCKWAY L. et BROCKWAY O., *Manger nous mène à l'extinction*, BROCKWAY L., GALVIN M., TAVAKKOLI K. & BROCKSTAR Productions, 2021, disponible en accès libre sur la plateforme YouTube et consulté le 4 octobre 2021 – <https://www.youtube.com/watch?v=2s4EYAeZt9I>
- CASTANET V., *Les fossoyeurs*, fayard, 2022
- CASTANET V., *Les Ogres*, Flammarion, Enquête, 2024
- COENEN J.-P., *Perturbateurs endocriniens. Comment protéger les enfants ?*, analyse de la Ligue des Droits de l'Enfant, 15 août 2022, consultée sur le site Internet de la Ligues des Droits de l'Enfant le 4 octobre 2024 – <https://www.liguedroitsenfant.be/8234/les-perturbateurs-endocriniens-comment-protoger-les-enfants/>
- DEFEYT P., *Les dépenses alimentaires des Belges*, Institut du Développement Durable (IDD), avril 2020, consulté sur le site Internet de l'IDD le 7 octobre 2024 – <https://www.iddweb.eu/docs/depensesalimentaires.pdf>
- DUBUISSON M., Jean-Michel Lecerf : "L'alimentation ne doit pas devenir source de conflits avec les enfants", RTBF actus, mis en ligne sur son site Internet le 31 décembre 2019 et consulté le 9 octobre 2024 – <https://www.rtbf.be/article/jean-michel-lecerf-l-alimentation-ne-doit-pas-devenir-source-de-conflits-avec-les-enfants-10398021>
- FILLON T., *Alimentation des jeunes à Bruxelles : des carences dans l'enseignement ?*, éduquer n° 186, mai 2024, pages 7 à 10
- FWB Enseignement, *Alimentation saine et durable, Ressources utiles*, page du site Internet Enseignement.be, consulté le 25 février 2024 – <http://enseignement.be/index.php?page=28519>
- GOFFIN S., *Du monde à la cantine ?*, analyse publiée sur le site Internet de la FAPEO, novembre 2013 – <https://www.fapeo.be/du-monde-cantine/>
- FONDATION OVIDE DECROLY, Ovide Decroly : *Ses principes pédagogiques*, page du site Internet du site de la Fondation Ovide Decroly, consulté le 10 octobre 2024 – <https://fondationdecroly.be/ovide-decroly-ses-principes-pedagogiques/>
- GEVERS M., *Repas gratuits, sains et durables à l'école*, Ligue des familles, production du service Etudes et Action politique, octobre 2023, consultée sur le site Internet de la Ligue des Familles le 3 octobre 2024 – <https://liguedesfamilles.be/storage/28592/20231018-Analyse---projet-de-d%C3%A9cret-cantines-scolaires-gratuites.pdf>
- GREENPEACE FRANCE, *Comment les lobbies de la viande nous manipulent*, campagne en ligne via le site Internet de Greenpeace France, 25 janvier 2022, consulté le 4 octobre 2024 – <https://www.greenpeace.fr/comment-les-lobbies-de-la-viande-nous-manipulent/>

- HUYNH L. A., *Décryptage de la stratégie d'encerclement cognitif du lobby sucrier en France*, site Internet de l'École de Guerre Economique, 26 juin 2019, consulté le 4 octobre 2024 – <https://www.ege.fr/infoguerre/2019/06/decryptage-de-strategie-dencerclement-cognitif-lobby-sucrier-france>
- JAUMOULLE C., *Les cantines scolaires de la Ville de Liège : Cantine durable, c'est possible ?*, analyse publiée sur le site Internet de la FAPEO, décembre 2018 – <https://www.fapeo.be/analyse-2018-cantines-scolaires/>
- JIMENEZ L., *De plus en plus d'enfants sont privés de repas*, DH – LES SPORTS, 3 septembre 2024, page 2
- LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'EDUCATION PERMANENTE, *Cantines scolaires : renforcement du dispositif de cantine gratuite dans les écoles francophones défavorisées*, site Internet de La Ligue de l'Enseignement et de l'Education permanente, 19 octobre 2023, consulté le 02 octobre 2024 – <https://ligue-enseignement.be/education-enseignement/articles/breves/cantines-scolaires-renforcement-du-dispositif-de-cantine-gratuite-dans-les-ecoles-francophones-defavorisees>
- MICHIELS M., *Où est passé la gratuité scolaire ? La facture salée de l'école*, Ligue des familles, production du service Etudes et Action politique, août 2022 – <https://liguedesfamilles.be/storage/21951/Etude-co%C3%BBt-scolaire-2022.pdf>
- MONITEUR BELGE, *Décret relatif au financement de repas complets, gratuits, sains et durables au sein des établissements scolaires d'enseignement fondamental ordinaire ou spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française*, site Internet du SPF Justice, 19 octobre 2023, consulté le 2 octobre 2024 – [https://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/article\\_body.pl?language=fr&caller=summary&pub\\_date=23-11-29&numac=2023046978](https://www.ejustice.just.fgov.be/cgi/article_body.pl?language=fr&caller=summary&pub_date=23-11-29&numac=2023046978)
- NATELHOFF Y., *9,5 € le repas à l'école : « Presque comme au resto ! »*, DH – LES SPORTS, 3 septembre 2024, pages 2 et 3
- NATELHOFF Y., *Gratuité des cantines : ce n'est pas pour maintenant*, DH – LES SPORTS, 3 septembre 2024, page 3
- Office National de l'Enfance, *Obésité infantile : 10 fois plus d'enfants en surpoids qu'il y a 40 ans*, site Internet de l'ONE, 16 octobre 2017, consulté le 3 octobre 2024 – <https://www.one.be/public/detailarticle/news/obesite-infantile-10-fois-plus-d-enfants-en-surpoids-quil-y-a-40-ans/>
- ORESKES N. et CONWAY E. M., *Les marchands de doute*, Le Pommier, 2012
- REDACTION INFO, *Nouvelle manifestation des agriculteurs à Bruxelles : quelles sont leurs revendications ? Et de quoi discutent les 27 ?*, RTBF actus, mis en ligne sur son site Internet le 26 mars 2024, consulté le 7 octobre 2024 – <https://www.rtf.be/article/nouvelle-manifestation-des-agriculteurs-a-bruxelles-queelles-sont-leurs-revendications-et-de-quoi-discutent-les-27-11349787>
- ROCHE M., *En Grande-Bretagne, le chef cuisinier Jamie Oliver s'engage pour améliorer les repas des écoliers*, version numérique du journal Le Monde sur son site Internet, pages Société, publié et modifié le 29 avril 2005, consulté le 9 octobre 2024 – [https://www.lemonde.fr/societe/article/2005/04/29/en-grande-bretagne-le-chef-cuisinier-jamie-oliver-s-engage-pour-ameliorer-les-repas-des-ecoliers\\_644570\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2005/04/29/en-grande-bretagne-le-chef-cuisinier-jamie-oliver-s-engage-pour-ameliorer-les-repas-des-ecoliers_644570_3224.html)
- SIPES, *Enquête HSBC 2022*, site Internet du SIPES (ULB), consulté le 3 octobre 2024 – <https://sipes.esp.ulb.be/publications/enquetes-hbsc>
- STATBEL, *Indice des prix à la consommation 2000-2023*, chiffres issus de la base de donnée en ligne du site Internet de STATBEL, consultée le 18 octobre 2024 – <https://statbel.fgov.be/fr/themes/prix-la-consommation/indice-des-prix-la-consommation#panel-15>
- WARISSE C., *Analyse de l'évolution des prix de l'immobilier résidentiel : le marché belge est-il surévalué ?*, BNB, Revue économique, consulté sur le site Internet de la BNB le 7 octobre 2024 – [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2017/revecoi2017\\_h4.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2017/revecoi2017_h4.pdf)

*Copyright © 2024 FAPEO, Tous droits réservés.*

**Fédération des Parents et des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel – ASBL**

Rue de Bourgogne 48, 1190 Bruxelles

Tel. : 02 527 25 75 E-mail : [secretariat@fapeo.be](mailto:secretariat@fapeo.be)

N° d'entreprise : 0 409 564 781 – RMP Bruxelles

IBAN : BE48 2100 2838 9427 – BIC : GEBABEBB

**Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles**

**FAPEO**

Fédération des Parents et des Associations  
de Parents de l'Enseignement Officiel

 Culture

 **FÉDÉRATION**  
WALLONIE-BRUXELLES